

**INTERVENTION DE M. OGUZ DEMIRALP, AMBASSADEUR,
DÉLÉGUÉ PERMANENT DE TURQUIE AUPRÈS DE L'UNION
EUROPÉENNE, MEMBRE SUPPLÉANT DE LA CONVENTION
EUROPÉENNE**

(Bruxelles, le 3 avril 2003)

Monsieur le Président,

La question de la Justice et des Affaires intérieures constitue le domaine où l'Union européenne a développé les plus d'acquis ces dernières années. L'Union européenne a ainsi voulu relever certains des multiples défis créés par les phénomènes de l'évolution sociale et de la mondialisation. Les développements dans ce domaine affectent directement la vie quotidienne des citoyens.

Monsieur le Président,

Nous avons eu l'occasion d'évoquer, lors des sessions plénières et des travaux du groupe de travail formé dans ce domaine, nos opinions relatives aux différents aspects de la question tels que le contrôle des frontières, l'établissement d'une garde commune des frontières, la coopération judiciaire en matière civile et pénale, les procédures pénales, l'asile, l'immigration et Eurojust. Je constate avec satisfaction que ces idées se retrouvent dans une large mesure dans le texte des articles que vous nous avez soumis.

Toutefois, permettez-moi de faire quelques remarques supplémentaires.

Je constate que, sur l'article 31, les avis sont partagés. La suppression de la structure en pilier impliquerait nécessairement la suppression de cet article mais nous ne devons pas oublier que la mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice n'est pas encore complétée. Par conséquent, il conviendrait de préciser les moyens à utiliser à cet effet, tout en procédant aux ajustements nécessaires, notamment en ce qui concerne le rôle des Etats membres

pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité publique.

Le Conseil européen dont vous avez initié la création a fait, à mes yeux, preuve de maturité. Il a permis de communiquer les impulsions nécessaires pour les grandes réalisations de l'Union européenne, notamment la monnaie unique. Par conséquent, son existence ne devrait pas être mise en cause.

Dans la mesure où l'espace de liberté, de sécurité et de justice n'est pas encore entièrement mis en œuvre, l'article 4 de la deuxième partie, sur les mécanismes d'évaluation devrait être maintenu dans le Traité constitutionnel.

Je pense par ailleurs, que le texte de l'article 9 de la deuxième partie doit être conforme à l'esprit de l'article 35, paragraphe 5 du Traité de l'Union européenne. En effet, les opérations de police ou d'autres unités concernées des Etats membres relèvent du droit interne. Par conséquent, la Cour de justice ne doit pas être compétente dans ce domaine.

Le développement par l'Union d'une politique commune en matière d'asile et de migration requiert une importance capitale. A cet égard, la rédaction des articles 11 et 12 de la deuxième partie me paraît assez complète. Toutefois, je pense que nous ne pourrions faire l'économie du droit au regroupement familiale et des droits des ressortissants des pays tiers légalement installés dans les pays membres, dans le cadre de ces articles.

Monsieur le Président,

Les crimes organisés, en particulier le terrorisme, constituent une menace considérable contre nos sociétés. L'Union doit être armée contre ces fléaux des temps modernes. Aussi, je pense que la lutte contre ces crimes, telle que prévue dans l'article 17, doit trouver sa place dans le Traité constitutionnel.

Je vous remercie.